

Le syndicalisme brésilien, la CUT et le gouvernement Lula : bilan d'une dynamique de confrontation, d'opposition et de conciliation.

ETIENNE DAVID-BELLEMARE

Bien que le Brésil ne soit pas passé inaperçu depuis les dix dernières années en raison de son expansion économique, il n'a pas échappé aux contradictions engendrées par les politiques paradoxales de son nouveau gouvernement. Au pouvoir depuis 2003, le Parti des travailleurs (PT) aurait tenté, dit-on, d'harmoniser les intérêts de la « société civile » et du patronat, dans l'optique de combiner la lutte aux inégalités sociales à la croissance économique. D'un côté, il oscilla entre une réforme agraire timide, la création de certains programmes de soutien aux plus démunis et des gestes mitigés en faveur des demandes syndicales. De l'autre, il reprit des pans importants de l'agenda néolibéral instauré par son prédécesseur, l'ex-président Fernando Henrique Cardoso. Constitué autour d'une volonté indéniable de s'appuyer sur l'entreprise privée et la flexibilisation du travail afin de stimuler l'économie du pays, le Brésil du PT en a surpris plusieurs. L'obéissance aux règles dictées par les institutions financières internationales, à commencer par le Fonds monétaire international, a conduit certains observateurs à qualifier le Président Luiz Inacio « Lula » Da Silva et son bilan gouvernemental de « social-libéralisme »¹.

Dans ce contexte, le mouvement syndical brésilien, qui a été l'un des éléments moteurs dans l'accession au pouvoir de Lula (ancien syndicaliste chez les Métallurgistes), a passé par différentes étapes de crises et de remises en question. Les dissensions ont entraîné la création de nouvelles organisations syndicales, constituées entre autres de militant-e-s ayant retiré leur appui au PT en cours de route. Qui plus est, face aux politiques économiques du gouvernement depuis les dix dernières années et en regard des espoirs déçus, d'importantes résistances sociales ont vu le jour.

Le syndicalisme brésilien serait-il à la croisée des chemins ? Nous tenterons d'élucider cette question à partir de quatre grandes considérations. Premièrement, il s'avère nécessaire de comprendre l'histoire sociale du Brésil afin de mettre en perspective les éléments de convergences et de divergences qui traversent les débats actuels au sein du mouvement

¹ Antunes, Ricardo, « Les luttes sociales dans la sphère du travail au Brésil, quelques défis passés et présents », *Actuel Marx*, no 42, 2007, p.107.

syndical. Deuxièmement, les transformations économiques qui affectent le pays depuis les vingt dernières années constituent des données essentielles à l'analyse des changements concernant les orientations idéologiques des organisations syndicales. Troisièmement, les différents régimes politiques qui se sont succédés au Brésil, en particulier lorsqu'il fut question de la dictature militaire, ont eu des effets considérables sur le développement du militantisme syndical. Les militant-e-s se trouvèrent dans une situation qui les força à adopter des stratégies d'organisation et de mobilisation en correspondance avec les limites et les possibilités qu'offraient les diverses conjonctures. Enfin, nous verrons que l'arrivée au pouvoir du Parti des travailleurs a participé à la redéfinition des relations entre le mouvement syndical et l'État. C'est à travers ces différents éléments que nous tenterons de dresser un bilan du syndicalisme brésilien et de la présidence de Lula.

Survol des origines historiques du syndicalisme brésilien (1906-1988)

Afin d'appréhender certains enjeux fondamentaux qui animent actuellement le mouvement syndical au Brésil, il est nécessaire de garder à l'esprit l'héritage historique dont il est toujours porteur. Tout comme pour l'Uruguay et l'Argentine, l'anarcho-syndicalisme a été dès le début du XXe siècle un courant politique dominant chez les travailleurs et travailleuses organisé-e-s du Brésil. En 1906, la naissance du Congrès Ouvrier Brésilien (COB), dont les orientations révolutionnaires et les structures fédératives étaient directement inspirées de la Confédération Générale du Travail de France, va constituer la première centrale de tendance anarcho-syndicaliste². À son apogée, l'anarcho-syndicalisme regroupe plusieurs organisations dont la puissante Fédération des ouvriers de Sao Paulo (FOSP) : celle-ci constitue le fer de lance de la grève générale qui paralysa d'importants secteurs industriels en 1917. Le mouvement syndical d'obédience anarchiste continue d'être très actif jusqu'au début des années 1920, pour se voir ensuite contesté et concurrencé par l'émergence du Parti communiste brésilien (PCB) en 1922. Le déclin d'un syndicalisme radical culmine en 1930 avec l'arrivée au pouvoir de Getulio Vargas et de son « projet bourgeois nationaliste (...), dont la politique sociale est axée sur la cooptation de la classe ouvrière et sa subordination aux intérêts du capital et de l'État »³.

² Everett, Colin, *Organized Labour in Brasil 1900-1937 : From Anarchist Origins to Government Control*, [sur internet] <http://libcom.org/history/organized-labor-brazil-1900-1937-anarchist-origins-government-control-colin-everett>, 12 janvier 2011, p.6.

³ Antunes, Ricardo, *loc.cit.*, p.98.

L'ère Getulio Vargas, communément appelé « Gétulisme » ou « Varguisme », marque le développement d'un modèle corporatiste dont la principale caractéristique est l'encadrement des relations de travail par l'État. Dans la foulée de l'industrialisation du Brésil et devant les pressions exercées par le mouvement syndical depuis des dizaines d'années, un important virage s'opère. À ce moment, Getulio Vargas juge nécessaire d'adopter une approche de réconciliation des conflits entre les classes pour construire un État moderne. Sous son premier règne (1930-1945), il commence par répondre à une série de demandes des travailleurs et travailleuses (ex : congés payés, journée de huit heures et salaire minimum).

Durant cette période, le gouvernement adopte également une série de lois visant à définir les prérogatives et les champs de compétence du mouvement syndical et de l'État. En premier lieu, il accorde une reconnaissance légale aux syndicats et reconnaît le principe de l'unicité syndicale (le pouvoir de représenter tous les travailleurs-euses d'une catégorie socioprofessionnelle sur un territoire donné, sans égards à l'entreprise où ils et elles travaillent). Dans un deuxième temps, il implante les cotisations syndicales obligatoires pour tous les travailleurs et travailleuses membres ou non d'un syndicat et le droit pour les syndicats de financer des œuvres sociales (santé, éducation, loisir). Troisièmement, il reconnaît le droit de grève auquel il greffe l'obligation de négocier une convention collective avec les organisations patronales. Enfin, il autorise l'intervention directe de l'État dans les syndicats (capacité de remplacer des dirigeants, de geler les fonds issus de l'impôt syndical ou de retirer une accréditation syndicale)⁴.

Ce grand projet de réformes demeura toutefois muet quant à la possibilité d'implanter des syndicats sur les lieux de travail. Cette dimension locale de l'action syndicale, qui ne constitue pas à ce moment un enjeu significatif, sera éventuellement déterminante et contribuera à la remise en question du modèle syndical corporatiste. Sous cette première présidence de Getulio Vargas, les syndicats dans la fonction publique sont formellement interdits. En effet, « les travailleurs du secteur public ont, au maximum, le droit de créer des associations de type récréatif, mutualiste ou culturel. Et c'est précisément au sein de ces associations, en grande partie créées dans les années 60 et 70, que les fonctionnaires ont lentement et patiemment construit leurs luttes et leurs organisations de classe »⁵. Ces deux

⁴ *Idem.*

⁵ Sarda de Faria, Mauricio, Brésil : le « nouveau syndicalisme » dans le secteur public, [sur internet]

derniers volets du syndicalisme brésilien sont importants puisqu'ils seront associés de près, comme nous le verrons plus loin, à la construction de la Centrale unique des travailleurs (CUT).

Le coup d'État de 1947 et la répression qui s'ensuivit envers les dirigeants syndicaux issus du Parti communiste brésilien entraîna une transformation majeure et certainement inattendue du côté des nouvelles autorités politiques. En raison des contraintes liées à la dictature militaire fraîchement instaurée, la frange la plus radicale du mouvement syndical, associée au PCB ou autonome, décida de prioriser un nouvel espace militant : le lieu de travail. Malgré l'élection au suffrage universel de Getulio Vargas en 1950 et sa plus grande ouverture aux libertés d'association, le syndicalisme en entreprise et en usine ne sera toujours pas reconnu par l'État. En dépit de cet obstacle, ce nouveau type de syndicalisme est le moteur d'une mobilisation d'envergure en 1953 qui culmine avec le déclenchement d'une grève générale.

Cette culture syndicale axée sur le niveau local, préfigure des changements décisifs qui bouleverseront l'ancien modèle corporatiste. L'éloignement de la base ouvrière, qui caractérise une pratique syndicale représentative et bureaucratique, cède le pas à un « mouvement d'action collective, lancé en 1962 par les « commissions de fabrique » ou commissions d'usine, réprimé en 1968, [qui] se substituait à une structure syndicale défaillante⁶ ». Ce « nouveau syndicalisme » dit « authentique » prend son essor dans les années 1970 et se démarque du même coup sur le plan des modes d'action qu'il préconise. Dans l'esprit de revendiquer leur présence sur les lieux de travail, les commissions d'usine vont dorénavant opter pour des tactiques de lutte où s'entremêlent, entre autres, les assemblées à l'intérieur de l'entreprise, les occupations d'usines ou les grèves « bras-croisés » devant les machines. Qui plus est, afin d'obtenir le soutien de la communauté rapprochée, le « syndicalisme authentique » s'appuiera sur la mobilisation populaire dans les mouvements sociaux de quartier⁷.

De 1964 à 1985, la longue dictature militaire qui contrôla la société brésilienne renforce la tendance autonomiste enracinée sur les lieux de travail. Ce virage dans le syndicalisme

http://www.laquestionsociale.org/LQS/LQS_1/QS1_11_bresil.pdf, p.2.

⁶ Cabanes, Robert, « Le syndicalisme entre corporatisme, clientélisme, paternalisme et mondialisation », *Tiers-Monde*, tome 43, no. 171, 2002, p.607.

⁷ *Idem.*, p.606.

brésilien se cristallise en 1983 par la fondation de la CUT, une nouvelle centrale « qui s’inspire dès ses débuts d’un syndicalisme de classe, autonome et indépendant de l’État »⁸. La fin du régime autoritaire et l’élection d’un gouvernement démocratique en 1985 donnent lieu à l’élaboration d’un projet de refondation qui culmine avec l’adoption d’une nouvelle Constitution en 1988. Celle-ci modifie des pans importants du système de relations de travail, mais ne va pas jusqu’à remettre en question son cadre général ancré dans l’héritage corporatiste. D’un côté, des principes fondamentaux sont conservés tels que l’unicité syndicale, le pouvoir pour l’État d’expulser et de nommer des dirigeants syndicaux et ou le régime de cotisations syndicales obligatoires. De l’autre, le gouvernement accorde une certaine indépendance au mouvement syndical en permettant la création de plusieurs centrales nationales et autorise les fonctionnaires à s’organiser légalement en syndicats. En définitive, « on peut dire que la réforme donne une nouvelle vie à la structure syndicale et cela en deux sens : elle survit à la fin de la dictature militaire mais elle prend un nouveau visage »⁹.

Pour conclure sur cette période historique et soulever d’éventuels questionnements en lien avec nos travaux précédents, il faut souligner les similitudes qui marquent les trajectoires du syndicalisme au XXe siècle dans les deux autres pays qui nous ont intéressés, soit l’Uruguay et l’Argentine. Bien qu’il y ait plusieurs éléments spécifiques à ces deux autres cas, nous constatons que l’implantation des modèles syndicaux encadrés par l’État constitue un point de basculement des relations de travail dans cette région de l’Amérique du Sud. En effet, les élites politiques et économiques ont eu recours à des procédés similaires afin de satisfaire certaines demandes populaires, tout en limitant les actions de la classe ouvrière dans un cadre syndical rigide et contraignant¹⁰.

On peut penser que les négociations entre l’État, le patronat et le mouvement syndical donnèrent lieu à l’établissement des régimes corporatistes de relations de travail dans lesquels chacun allait trouver son compte. Ou encore que la création d’un État moderne n’aurait pu voir le jour sans une grande alliance nationale. Cette question demeure ouverte. Quoi qu’il en soit, il faut surtout retenir que les tensions entre la participation aux institutions, la collaboration avec l’État et l’autonomie sont au cœur des réflexions

⁸ Antunes, Ricardo, *loc.cit.*, p.103.

⁹ Boito Jr., Armando, « Politique néolibérale et syndicalisme au Brésil », *Lusotopie*, 1997, p.57.

¹⁰ Voir nos recherches qui traitent entre autres du « péronisme » en Argentine (http://www.turmel.uqam.ca/sites/default/files/Recherche_Argentine.pdf) et des « Conseils de salaire » en Uruguay (http://www.turmel.uqam.ca/sites/default/files/mouvement_syndical.pdf).

politiques et stratégiques qui, comme nous le verrons dans les sections suivantes, animent constamment le mouvement syndical brésilien.

Le développement de la CUT (1983-2003)

Née dans la foulée des agitations sociales des années 1960 et 1970, la CUT parvient à rassembler les secteurs les plus mobilisés du mouvement syndical brésilien lors de sa fondation en 1983. Toujours sous l'emprise d'une dictature militaire qui limite sa capacité d'action, elle sera néanmoins à l'avant-plan des luttes populaires en s'opposant fermement au régime en place. Dans cet esprit, « durant les années 1980, la CUT a organisé quatre grandes grèves générales de protestation contre la politique économique des gouvernements du général Figueiredo et de José Sarney [premier président suite à la restauration démocratique en 1985] (...). La première réunit trois millions de participants, la quatrième, vingt millions »¹¹.

Dès lors, la présence de la CUT sur la scène syndicale et politique est incontournable. Elle représente ce nouveau « syndicalisme authentique » qui veut rompre avec le passé corporatiste en incarnant la démocratisation des structures syndicales, l'autonomie locale, l'indépendance envers l'État et l'alliance avec les mouvements sociaux. Le discours qu'elle promeut ne cache pas ses références aux grands changements sociaux voire au socialisme, même si ses positions de principe ne correspondent pas nécessairement au discours et aux actions pragmatiques de ses membres¹². Bien que la principale centrale brésilienne soit effectivement traversée par des courants politiques d'extrême-gauche (trotskystes, socialistes, communistes), elle est largement portée par une idéologie social-démocrate et dans une moindre mesure, par des courants émancipateurs inspirés de la théologie de la libération. À la fin des années 1980, la CUT détient à elle seule davantage de membres que l'ensemble des autres centrales au niveau national en regroupant 89% des employé-e-s du secteur public, 51% des travailleurs au sein des entreprises nationales et 56% chez les multinationales¹³.

Parallèlement à ces activités syndicales, la CUT participera activement à la campagne

¹¹ *Ibid.*, p.61.

¹² Riethof, Marieke, « Changing Strategies of the Brazilian Labor Movement : From Opposition to Participation », *Latin American Perspectives*, 31 : 31, 2004, p.33.

¹³ Sandoval, Salvador A.M, « The Crisis of the Brazilian Labor Movement and the Emergence of Alternative Forms of Working-Class Contention in the 1990s », *Revista Psicologia Política*, 2000, p.175.

électorale du PT lors des élections de 1989. Ce n'est pas surprenant puisque le candidat du PT à la présidence du Brésil, Luiz Inacio « Lula » Da Silva, est depuis longtemps une figure de proue du mouvement syndical. Celui-ci sera défait de peu au second tour avec 47% d'appui alors que son adversaire du Parti pour la reconstruction nationale, Fernando Collor, obtiendra 53%. Néanmoins, cette percée historique d'un parti de gauche issu du mouvement ouvrier façonnera autant le comportement de la CUT que celui du PT dans les années 1990. En effet, à la jonction de ces activités politiques et syndicales naîtra une nouvelle approche, qui se concrétisera dans les années 1990 par le passage d'un « syndicalisme d'opposition » à un « syndicalisme de proposition »¹⁴. Pour la CUT, il faut désormais mettre de l'avant des solutions aux problèmes sociaux et économiques que vit le pays afin d'influencer la conduite des affaires gouvernementales. Ainsi les excellents résultats électoraux de Lula semblent influencer le mouvement syndical, qui se pose dorénavant en acteur crédible qui propose des alternatives viables.

La crise économique et la désindustrialisation que vit le Brésil durant les années 1990 expliquent également les changements d'orientations stratégiques au sein de la CUT. Alors qu'il « (...) y avait dans l'ABC Pauliste (les villes industrielles autour de la ville de Sao Paulo), à la fin des années 1980, approximativement 220 000 métallurgistes, ce chiffre a diminué autour de 110 000 à la fin des années 1990¹⁵ ». Le même genre de phénomène se produisit dans le secteur bancaire à travers l'automatisation des transactions, l'introduction des nouvelles technologies et la restructuration organisationnelle des établissements (notamment les programmes de qualité et les primes au rendement). Ainsi, « le nombre d'employé-e-s des banques passa approximativement de 800 000 à la fin des années 1980 à 410 000 au tournant de l'an 2000 »¹⁶. Considérant que les syndicats de l'industrie métallurgique et du secteur bancaire constituent deux des trois piliers de la CUT (le troisième étant la fonction publique), on ne saurait sous-estimer l'impact de ces données économiques sur les orientations politiques de la Centrale. De manière générale, il faut souligner l'ampleur du phénomène puisque entre « 1989 et 1999, les pertes d'emplois salariés atteignent 3,2 millions [et que] le nombre de sans-emplois passe de 1,8 millions à 7,6 millions¹⁷ ». Ainsi, la restructuration du monde du travail au Brésil est un facteur incontournable à retenir lorsqu'il est question d'examiner l'évolution idéologique de la

¹⁴ Boito jr., Armando, *loc.cit.*, p.61.

¹⁵ Antunes, Ricardo, « Global Economic Restructuring and the World of Labor in Brazil: The Challenges to Trade Unions and Social Movements », *Geoforum*, 32, 2001, pp.455.

¹⁶ *Ibid.*, p.453.

¹⁷ De Oliveira, Fransisco, « Lula in the Labyrinth », *New Left Review*, No.42, 2006, p.11.

CUT, puisque la centrale sort de cette période grandement affaibli sur le plan du nombre d'affilié-e-s et marquée par une pratique syndicale de protection des emplois existants.

À cette pression économique s'ajoute la rivalité politique et organisationnelle que la CUT entretient avec son principal concurrent, la centrale Force Syndicale (FS). Issue du vieil héritage corporatiste et très près des gouvernements néolibéraux qui se succèdent dans les années 1990, la FS se réclame d'un syndicalisme pragmatique qui a pour objectif de relancer l'économie brésilienne. La centrale, étiquetée à droite, appuiera les privatisations des entreprises publiques et véhiculera un discours centré autour de la création de richesses. En termes d'action syndicale, la FS privilégie le recours à la discussion et à la coopération dans l'esprit de rechercher une bonne-entente avec les « employeurs ». La présence de cette opposition syndicale aura des impacts sur la CUT, autant sur ses orientations politiques que ses stratégies de lutte. En effet, « cette dernière s'est vue, dans une certaine mesure, forcée à négocier et à abandonner sa ligne dure, si elle voulait obtenir des résultats positifs et se présenter comme un interlocuteur « responsable » face aux autorités¹⁸. »

Comme dans bien d'autres pays, la désindustrialisation, les fermetures d'entreprises et les délocalisations ont eu comme effet de camper les directions syndicales dans des stratégies de partenariat. Transformant les termes du conflit entre les classes, ces stratégies se concentraient sur la préservation des emplois et la rentabilité des entreprises, dans un contexte de nouvelle division internationale du travail et de concurrence mondiale accrue. Il est intéressant de noter que cette approche coïncide avec la réorientation idéologique du PT dans les années 1990, qui s'affiche alors comme une alternative au néolibéralisme tout en délaissant ses références au socialisme ou à la lutte des classes¹⁹. Au nom de la fin de la dictature et de la globalisation de l'économie, le pragmatisme, le développement économique national et l'établissement d'un gouvernement social-démocrate deviennent le *motus vivendi* de la CUT²⁰. En définitive, il s'agit dorénavant de démontrer aux travailleurs/électeurs brésiliens que les solutions élaborées par la CUT sont réalistes et que le PT est un parti politique responsable et apte à gouverner.

¹⁸ Moreno Araya, Eduardo, Barria Traverso, Diego et Drouillas Carasco, Oscar, « Syndicats et politiques publiques en Argentine, Bolivie, Brésil, Chili et Venezuela. Bilan d'une décennie (1996-2004). », *Universidad de Chile, Departamento de Gobierno y Gestion Publica*, [sur internet] http://www.cfdt.fr/content/medias/media18299_jffODQWlyFvdEMX.pdf, p.68.

¹⁹ Riethof, Marieke, *loc.cit.*, p.35.

²⁰ Boito jr., Armando, *loc.cit.*, p.66.

L'évolution du Parti des travailleurs (1980-2002)

Dans la foulée des nombreuses grèves qui agitèrent le pays en 1978-1979 et de l'ouverture démocratique du Général Figueiredo (qui romput avec le bipartisme instauré par la dictature en 1965), la frange gauche du mouvement ouvrier concrétisera son projet de mettre sur pied un véritable parti des travailleurs. En effet, « une résolution du Congrès des Métallurgistes de l'État de Sao Paulo en janvier 1979 appelait à la formation d'un « Parti des travailleurs », et en décembre 1980, le dirigeant syndical Lula et d'autres politiciens progressistes fondèrent le PT²¹ ». Ce nouveau parti se réclamait alors du « basismo », c'est-à-dire d'une structure organisationnelle « de bas en haut », qui permettait de refléter l'opinion et les demandes des mouvements sociaux, tout en démocratisant la vie politique interne du parti.

Sur le plan programmatique, le PT s'inspirait de la doctrine du socialisme démocratique, tout en faisant la promotion du pluralisme idéologique autant sur la scène politique brésilienne qu'à l'intérieur de son appareil. L'indépendance vis-à-vis de l'État et la redéfinition du concept de « classe ouvrière » constituaient des piliers de son discours, comme le souligne son premier manifeste diffusé en 1980. De manière synthétique, celui-ci « affirmait le principe de l'autonomie politique pour les travailleurs et les mouvements populaires [désireux d'investir la politique], le refus d'être coopté par les grands partis dirigés par l'élite traditionnelle (même à gauche), et un engagement envers une définition large du « travailleur », qui incluait les syndiqués et non-syndiqués, cols bleus, cols blancs et professionnels »²².

Pendant vingt ans, le PT cumulera les succès électoraux et sa présence à tous les niveaux de gouvernement sera en constante progression. Alors qu'en 1982 il ne détenait que 2 élus municipaux et 8 députés, ces chiffres passeront, en 2002, à 187 élus municipaux, 3 gouverneurs, 91 députés et 14 sénateurs²³. Au fil des ans, il développera une politique d'alliances avec les autres partis de gauche, mais également avec plusieurs partis situés au centre. En 2002, le PT ira même jusqu'à établir des liens de proximité très étroits avec le

²¹ Guidry, John A., « Not Just Another Labor Party : The Worker's Party and Democracy in Brazil », *Labor Studies Journal*, 28 : 83, 2003, p.90.

²² *Ibid.*, p.93.

²³ *Ibid.*, p.95.

Parti libéral de centre-droite, qui présentera l'entrepreneur José Alencar en tant que candidat à la vice-présidence aux côtés de Lula. Dans l'ensemble, la stratégie de coalitions développée par le PT entraînera la modification de ses propres orientations politiques. Pour certains commentateurs, ce scénario était inévitable pour permettre l'expansion du PT et la prise du pouvoir présidentiel. En effet, « le sectarisme des premières années de construction du parti a contribué à démarquer idéologiquement le PT et ses valeurs, mais il est clair que ce fut l'ouverture au centre politique qui lui a permis de dépasser ces limites électorales »²⁴.

La victoire du PT aux élections présidentielles de 2002 sonna le glas de « l'ère Cardoso », le précédent gouvernement dont l'attachement au modèle néolibéral avait fait d'énormes dégâts dans la société brésilienne. En effet, Cardoso avait été un disciple rigoureux des institutions financières internationales durant sa présidence en privatisant plusieurs secteurs économiques importants (télécommunication, pétrole, électricité, etc...) et en s'attaquant à certaines protections du travail²⁵. Tout en prenant ses distances face à l'ancien gouvernement, le PT de 2002 avait été largement transformé depuis sa création en 1980, influencé par les changements majeurs qui modifièrent l'économie et les luttes politiques brésiennes. Ainsi, « les défaites électorales successives de Lula (1989, 1994, 1998), en temps de crise économique et de problèmes sociaux massifs, ont mené à la formulation d'une nouvelle stratégie électorale (...). En mettant de côté ses vieux discours sur l'autonomie de la classe ouvrière, Lula a pris le chemin des réformes modérées »²⁶. Qui plus est, sur le plan idéologique, l'hégémonie du néolibéralisme allait déplacer l'idée d'une rupture avec le capitalisme, vers la construction d'une alternative nationale crédible face à la globalisation des marchés. Pour Lula et le PT, cette option prit la forme d'un programme néodéveloppementaliste qui devait allier l'ouverture économique, la ré-industrialisation, la protection des emplois et la lutte aux inégalités sociales.

Le gouvernement Lula (2003-2011) et le mouvement syndical

Le changement de paradigme autour de l'élection de Lula entraîna des modifications importantes dans les structures politiques brésiennes et tout particulièrement dans

²⁴ Jakobsen, Kjeld Aagaard, « El PT en el gobierno o el desafio de mantener las convicciones », *Nueva Sociedad*, No.234, 2011, p.66.

²⁵ Boito jr., Armando, *loc.cit.*, p.59.

²⁶ Hawkins, Daniel, « The Influence of Organized Labour in the Rise to Power of Lula in Brazil and Correa in Ecuador », *Labour, Capital and Society*, 44 : 2, 2011, p.30.

l'univers du syndicalisme. Comme l'indiquait un analyste du monde syndical latino-américain, « la présence d'un *gouvernement ami* peut apporter de la confusion quant au rôle du syndicat et mettre en danger un élément essentiel comme l'autonomie²⁷ ». À titre d'exemple, la polémique autour des fonds de pensions, dont Lula proposa la privatisation partielle dès son arrivée au pouvoir en 2003, fut emblématique sur le plan des nouvelles relations entre la CUT et le gouvernement. Dans ce débat sur la réforme du système des retraites dans le secteur public, Joao Felicio, dirigeant du syndicat des enseignants du secteur public de Sao Paulo, président de la CUT de 2000 à 2003 et opposant à la réforme, a été habilement mis à l'écart. En effet, « en 2003, le président Lula est intervenu au moment des élections, proposant Luiz Marinho, ex-président du Syndicat des Métallurgistes de l'ABC, au poste de président de la CUT, ce qui a contrarié la tradition de la centrale, car son ex-président, Joao Felicio, n'a pas été réélu²⁸. »

Dans cette même foulée, la réforme des retraites proposée par le gouvernement Lula provoqua également une montée de boucliers de la part des organisations syndicales de la fonction publique. Cette réforme, qui incluait entre autres l'augmentation de l'âge et du temps de contribution nécessaire pour avoir accès à la retraite, entraîna une division sans précédent dans les rangs de la CUT. Les désaccords sur la ligne de conduite à adopter face à cette mesure d'austérité mise en place par le PT culminèrent sur le départ de plusieurs syndicats de la fonction publique et entraîna la création d'une nouvelle centrale syndicale. En effet, la naissance de la Coordination Nationale des Luttes (*Conlutas*²⁹), sonna le glas de l'unification historique qui rassemblait depuis une trentaine d'années la gauche syndicale brésilienne.

Un autre sujet allait enflammer les relations entre les organisations syndicales et le gouvernement. En effet, le processus de réforme syndicale et du travail entamé en 2004 donna lieu à d'énormes débats dans le cadre d'une initiative tripartite orchestrée par Lula, le Forum National du Travail (FNT). Les trois grands axes qui devaient être traités à cette occasion furent l'organisation syndicale, la négociation collective et le système de résolution de conflits³⁰. Dans une perspective de réconciliation et de construction nationale,

²⁷ Ermida Uriarte, Oscar, « La política laboral de los gobiernos progresistas, el posneoliberalismo y el movimiento sindical », *Nueva Sociedad*, No.211, 2007, p.52.

²⁸ Galvao, Andreia, « Syndicalisme et politique : la reconfiguration du mouvement syndical brésilien sous le gouvernement Lula », [sur internet] actuelmarx.uparis10.fr/cm5/com/M15_Socio_Galvao.doc, 2007, p.7.

²⁹ <http://cspconlutas.org.br/>

³⁰ Radermacher, Reiner et Melleiro, Waldeli, « El sindicalismo bajo el gobierno de Lula », *Nueva Sociedad*,

il s'agissait de jeter les bases d'une nouvelle configuration des relations de travail par le biais de laquelle Lula croyait pouvoir asseoir un partenariat durable entre les organisations patronales et syndicales. Sur le plan de la représentation syndicale, contrairement à ce qu'elle avait défendu dans les années 1980 et qui fut le fer de lance de son expansion, la CUT se prononça en faveur de l'unicité syndicale, un des piliers du système corporatiste. Bien entendu, forte de sa position majoritaire, elle ne voyait pas d'intérêt à modifier les termes de la représentation syndicale, en particulier face à sa principale concurrente de droite, Force Syndicale. En somme, le processus associé au FNT ne donna pas les résultats escomptés mais enfonça le clou des divisions syndicales. Jugeant la tendance historique de Lula au sein de la CUT, la fameuse « Articulation syndicale », comme une courroie de transmission entre le PT, la CUT et le gouvernement, plusieurs groupes politiques quittèrent la CUT entre 2006 et 2007³¹.

De manière générale, même s'il a maintenu le cap sur les grandes orientations macroéconomiques mises en place par son prédécesseur, le gouvernement de Lula a cherché à élargir les politiques sociales à travers différentes initiatives. Parmi les plus connus : les bourses de la famille, le microcrédit, l'accès aux collèges subventionnés, la hausse du salaire minimum, le soutien à l'agriculture familiale et la création d'un programme universel d'accès à l'électricité occupent une place importante³². Malgré cela, certains commentateurs ont continué d'affirmer que « la cooptation de la lutte des classes et des mouvements sociaux par les structures d'État a contrecarré les efforts en faveur de changements de grande envergure dans les relations sociales de pouvoir »³³. Autrement dit, l'arrivée au pouvoir du PT aurait été la consécration d'un important virage idéologique au sein des mouvements sociaux, les faisant passer d'une stratégie ouvertement confrontationnelle comportant une perspective de rupture radicale, vers une approche beaucoup plus modérée visant une transformation progressive de la société brésilienne.

No.211, 2007, p.133.

³¹ *Ibid*, pp.138-139.

³² Fortes, Alexandre, « In Search of a Post-Neoliberal Paradigm : The Brazilian Left and Lula's Government », *International Labor and Working-Class History*, No.75, 2009, p.113.

³³ Flynn, Matthew, « Between Subimperialism and Globalization : A Case Study in the Internationalization of Brazilian Capital », *Latin American Perspectives*, Vol.34, No.6, p.10.

Conclusion

En 2002, Robert Cabanes écrivait au sujet du syndicalisme brésilien que la structure corporatiste héritée de l'ère de Getulio Vargas a réussi à traverser les époques et à s'imposer dans l'appareil d'État ainsi que dans la culture syndicale. Ainsi, selon lui,

Les modifications anciennes ou récentes que lui apportent le clientélisme politique, le paternalisme individuel, voire le syndicalisme dit « authentique » ne la modifient pas au fond. Le corporatisme continue à opérer l'unification de la classe ouvrière en dépit des forces en faveur d'autres stratégies d'unification ; il se renouvelle en s'adjoignant nombre de travailleurs du tertiaire public et privé, dans les secteurs taylorisés comme dans les autres³⁴.

Après plus d'une dizaine d'années de gouvernement du PT, nous constatons que les forces syndicales qui ont porté le président Lula au pouvoir ont rapidement procédé à l'établissement de nouvelles passerelles entre leurs organisations et l'appareil gouvernemental. Autrement dit, si le corporatisme avait déjà été critiqué en raison de la mainmise qu'exerçait l'État sur les syndicats, il serait plus juste de dire que c'est compte tenu des orientations idéologiques du régime en place que ce système de relations de travail était contesté, et non pas en vertu du modèle à proprement parler. Sans nous prononcer sur le bien-fondé du corporatisme, sur ses avantages et ses inconvénients, nous avons néanmoins pu observer les ressemblances entre l'ère Getulio Vargas et celle de Lula, tous deux associés à l'image du « père des pauvres ». Nationalistes, populistes, plus ou moins sociaux-démocrates, développementalistes, les deux régimes n'apparaissent pas si loin l'un de l'autre.

Pourrait-on parler d'un renouveau syndical au Brésil ? Comme nous l'avons vu, de grands changements sociaux et politiques ont bouleversé la société brésilienne contemporaine et nous renvoie l'image d'une société civile en pleine ébullition. À ce titre, les nouvelles solidarités tissées entre les organisations syndicales et les mouvements de paysan-ne-s sans-terres, de femmes, d'étudiant-e-s et de travailleurs et travailleuses précaires, pointent en direction de l'élargissement de l'espace public en faveur des groupes sociaux auparavant exclus-e-s et marginalisé-e-s. L'initiative du Forum social mondial lancée à Porto Alegre en 2001 et réitérée en janvier 2012, qui rassemble des milliers de personnes provenant du

³⁴ Cabanes, Robert, « Perspectives de la classe ouvrière brésilienne », *Tiers-Monde*, 43 : 171, 2002, p.621.

mouvement syndical et de divers mouvements sociaux, constitue la preuve vivante que de nouvelles alliances se constituent dans une optique de convergence des luttes. C'est probablement dans ce registre que le renouvellement des discours et des pratiques des organisations syndicales apparaît le plus frappant. Il faut également mentionner que d'autres initiatives originales émergent dans des milieux qui ne sont pas associés aux secteurs traditionnels du mouvement syndical. À ce titre, le Mouvement national des *catadores* (collecteurs de déchets) constitue un exemple intéressant d'organisations des travailleurs et travailleuses précaires et atypiques à l'extérieur des paramètres classiques de l'action syndicale.

Enfin, l'arrivée au pouvoir en janvier 2011 de la nouvelle présidente du Brésil, Dilma Rousseff, ne semble pas avoir bouleversé fondamentalement l'agenda politique du PT et ses relations avec le mouvement syndical. En effet, dans l'esprit de stimuler la croissance économique brésilienne, la présidente s'est tout d'abord fait connaître par sa volonté de développer d'immenses infrastructures hydroélectriques (ex : méga-barrage de Belo Monte), provoquant ainsi la colère des peuples autochtones d'Amazonie. Sur le plan syndical, Rousseff s'est également fait remarquer par son intransigeance dans le cadre de la grève lancée par les professeurs d'universités et suivie par des centaines de milliers de grévistes de la fonction publique durant l'été 2012³⁵. En définitive, il serait plutôt étonnant de voir Rousseff remettre en question les orientations générales du PT, bien que c'est au terme de son mandat que nous serons en mesure d'évaluer l'ensemble de son œuvre.

³⁵ Bourcier, Nicolas, « Au Brésil, Dilma Rousseff fait plier les fonctionnaires », [sur internet] http://www.lemonde.fr/international/article/2012/09/07/au-bresil-dilma-rousseff-fait-plier-les-fonctionnaires_1757165_3210.html, 2012.

Bibliographie

Antunes, Ricardo, « Les luttes sociales dans la sphère du travail au Brésil, quelques défis passés et présents », *Actuel Marx*, no 42, 2007, pp.97-110.

_____, « Global Economic Restructuring and the World of Labor in Brazil : The Challenges to Trade Unions and Social Movements », *Geoforum*, 32, 2001, pp.449-458.

Boito Jr., Armando, « Politique néolibérale et syndicalisme au Brésil », *Lusotopie*, 1997, pp.55-69.

Bourcier, Nicolas, « Au Brésil, Dilma Rousseff fait plier les fonctionnaires », [sur internet] http://www.lemonde.fr/international/article/2012/09/07/au-bresil-dilma-rousseff-fait-plier-les-fonctionnaires_1757165_3210.html, 2012.

Cabanes, Robert, « Le syndicalisme entre corporatisme, clientélisme, paternalisme et mondialisation », *Tiers-Monde*, tome 43, no. 171, 2002, pp.601-616.

_____, « Perspectives de la classe ouvrière brésilienne », *Tiers-Monde*, 43 : 171, 2002, pp.617-638.

De Oliveira, Fransisco, « Lula in the Labyrinth », *New Left Review*, No.42, 2006, pp.5-22.

Ermida Uriarte, Oscar, « La política laboral de los gobiernos progresistas, el posneoliberalismo y el movimiento sindical », *Nueva Sociedad*, No.211, 2007, pp.37-55.

Everett, Colin, *Organized Labour in Brasil 1900-1937 : From Anarchist Origins to Government Control*, [sur internet] <http://libcom.org/history/organized-labor-brazil-1900-1937-anarchist-origins-government-control-colin-everett>, 12 janvier 2011, pp.1-19.

Flynn, Matthew, « Between Subimperialism and Globalization : A Case Study in the Internationalization of Brazilian Capital », *Latin American Perspectives*, Vol.34, No.6, pp.9-27.

Fortes, Alexandre, « In Search of a Post-Neoliberal Paradigm : The Brazilian Left and Lula's Government », *International Labor and Working-Class History*, No.75, 2009, pp.109-125.

Galvao, Andreia, « Syndicalisme et politique : la reconfiguration du mouvement syndical brésilien sous le gouvernement Lula », [sur internet] actuelmarx.uparis10.fr/cm5/com/M15_Socio_Galvao.doc, 2007, pp.1-21.

Guidry, John A., « Not Just Another Labor Party : The Worker's Party and Democracy in Brazil », *Labor Studies Journal*, 28 : 83, 2003, pp.83-107.

Hawkins, Daniel, « The Influence of Organized Labour in the Rise to Power of Lula in Brazil and Correa in Ecuador », *Labour, Capital and Society*, 44 : 2, 2011, pp.27-49.

Jakobsen, Kjeld Aagaard, « El PT en el gobierno o el desafío de mantener las convicciones », *Nueva Sociedad*, No.234, 2011, pp.61-73.

Lang, Karen et Gagnon, Mona-Josée, « Brazilian Trade Unions : In (In) Voluntary Confinement of the Corporatist Past », *Relations industrielles/Industrial Relations*, vol.64, no2, 2009, pp.250-269.

Moreno Araya, Eduardo, Barria Traverso, Diego et Drouillas Carasco, Oscar, « Syndicats et politiques publiques en Argentine, Bolivie, Brésil, Chili et Venezuela. Bilan d'une décennie (1996-2004). », *Universidad de Chile, Departamento de Gobierno y Gestion Publica*, [sur internet] http://www.cfdt.fr/content/medias/media18299_jffODQWlyFvdEMX.pdf, 182 pages.

Radermacher, Reiner et Melleiro, Waldeli, « El sindicalismo bajo el gobierno de Lula », *Nueva Sociedad*, No.211, 2007, pp.124-143.

Riethof, Marieke, « Changing Strategies of the Brazilian Labor Movement : From Opposition to Participation », *Latin American Perspectives*, 31 : 31, 2004, pp.31-47.

Sader, Emir, « El enigma Lula : La difícil caracterización de su gobierno », *Metapolitica*, No. 65, 2009, pp.26-33.

Sandoval, Salvador A.M, « The Crisis of the Brazilian Labor Movement and the Emergence of Alternative Forms of Working-Class Contention in the 1990s », *Revista Psicologia Política*, 2000, pp.173-195.

Sarda de Faria, Mauricio, Brésil : le « nouveau syndicalisme » dans le secteur public, [sur internet] http://www.laquestionsociale.org/LQS/LQS_1/QS1_11_bresil.pdf, pp.1-7.